

**Budget :
l'austérité
est de rigueur**
60 milliards d'« économies »
d'ici 2020 avec moins
de fonctionnaires,
de services publics,
de protection
sociale...

**Insécurité
sociale**
Retraite par points
et Assurance chômage
c'est le début
de la fin !

**Fiscalité :
la Finance
mon amie !**
Suppression de l'ISF,
un CICE transformé,
diminution de l'impôt
sur les sociétés

**La
MACRON-
ÉCONOMIE**

avec le tube de l'été :

LOI TRAVAIL II
**L'été sera
chaud !**

**Temps
de travail
et salaires**
C'est le retour vers
le 19^e siècle

**Traités
de libre échange**
Un commerce sans
règles avec CETA, TAFTA,
et les autres (Japon,
Singapour...)

**L'Europe
des uns contre
les autres**
Compétitivité
et concurrence à tout
va, renforcement
des dogmes
budgétaires

Insécurité sociale : allocations-chômage et retraites sont menacées

La profession de foi néo-libérale du projet du nouveau président se vérifie à la lecture de son programme en matière de politique sociale. Sur l'emploi d'abord, où l'objectif clairement annoncé consiste brutalement à **mettre les salarié-es en conformité avec les normes qu'imposent les nouveaux modes d'organisation du travail.**

Sous prétexte d'adaptation immédiate aux contraintes des changements technologiques, **E. Macron veut imposer aux salarié-es une insécurité professionnelle permanente. L'heure serait donc au travailleur jetable et « low-cost ».** Les CDI étant réservés à quelques-un-es, la grande majorité serait soumise à une alternance involontaire d'emplois plus ou moins durables et de périodes de chômage. Pour contraindre les récalcitrants à se résigner, E. Macron veut durcir les conditions d'attribution des allocations-chômage. **Trois refus d'emploi « décent » (dont le salaire n'est pas inférieur à 80 % du précédent) entraîneront la perte des allocations... un moyen radical d'obliger les chômeurs à accepter des salaires de plus en plus bas et des conditions de travail dégradées, mais aussi d'exercer une pression à la baisse sur l'ensemble des salaires.** Présentée comme un progrès, l'extension aux travailleurs indépendants du droit à l'allocation-chômage illustre tout autant ce renoncement à fournir un emploi stable à toute la population. E. Macron met aussi en œuvre une disposition essentielle de toute politique de l'offre : baisser le « coût du travail ». **A défaut de s'en prendre aux salaires nominaux, il s'attaque à des piliers de la protection sociale : son financement par les cotisations et le système des retraites.** D'un côté, il supprime les cotisations salariales pour le chômage et fiscalise son financement par la CSG. De l'autre, il supprime les régimes spéciaux, amputant ainsi les pensions des nouveaux retraité-es et préparant l'instauration d'un régime par points dont la réévaluation annuelle ne garantira plus la progression des pensions. Dans les deux cas, la redistribution en fera les frais. Dans les pays où une telle politique a été initiée, elle a créé de l'insécurité sociale, appauvri une partie de la population et aggravé les inégalités.

Budget : l'austérité est de rigueur

Le fumeux dogme des 3 % (improvisé sur un coin de table...) du PIB de déficit maximal pour un Etat devient même un minimum pour le néo ministre de l'économie Bruno Le Maire, qui dit vouloir tendre vers un budget à « l'équilibre ». Pas 36 solutions pour rogner 60 milliards d'€ pour les énarques : soit augmenter les recettes de fiscalité, soit baisser les dépenses. Pour les entreprises, l'équation serait bizarrement inversée. Par contre, pour les services publics et la protection sociale, la logique serait respectée : **une saignée de 120 000 suppressions de poste dans la fonction publique est annoncée.**

La grande idée pour les services publics et la protection sociale s'appelle « modernisation ». L'assurance-chômage accumulant trop de dettes (30 milliards) il faudrait la « réformer » pour mieux la « piloter ».

En clair, Emmanuel Macron reprend la main, durcit les règles d'indemnisation, puisque les « partenaires sociaux » s'avèrent incapables de combler le déficit. Mais, dites, Mr le Président, comment fait-on pour remplir un panier percé ? **Entre les multinationales qui se gavent d'aides puis délocalisent, licencient, aggravent les conditions de travail, tirent les sous-traitants ou producteurs vers le gouffre ET toutes ces boîtes qui pratiquent le travail illégal, défiscalisent ou maintiennent l'inégalité femmes/hommes, la priorité n'est pas à la cure d'austérité, mais aux contrôles et à l'investissement !**

Quant aux services publics des transports, des communications, de l'énergie, de l'aménagement du territoire, de l'agriculture, de la santé et de tout ce qui dépend des collectivités territoriales, c'est « coûte moins cher ou ferme »... vive l'austérité forcée ?!

Fiscalité : une part belle à la finance !

Les annonces faites par le Président E. Macron en matière de la fiscalité continuent la politique de l'offre engagée par les précédents gouvernements. Il annonce une **baisse de l'impôt sur les sociétés** qui passeraient de 33,33 % à 25 % à laquelle s'ajoute la transformation de l'enveloppe budgétaire du CICE en allègements pérenne des cotisations sociales (patronales) des entreprises.

Une autre mesure est la **suppression de l'impôt sur la fortune** qui serait remplacé par un impôt sur la fortune immobilière uniquement... le capital mobilier serait soumis à un prélèvement forfaitaire de 30 %.

En clair, cette réorganisation risque de fort de se traduire vers un **transfert de la charge fiscale qui va faire la part belle aux détenteurs de la finance et aux entreprises.** Les baisses dont certains agents économiques (entreprises, détenteurs d'actifs financiers) seraient totalement ou partiellement transférés vers ceux qui n'en bénéficieraient pas ! C'est-à-dire le contribuable lambda comme nous ! Et la suppression de la taxe d'habitation annoncée risque soit de se traduire par l'augmentation d'autres impôts d'Etat, soit de voir les collectivités réduire drastiquement les services aux populations (crèches, équipements culturels, sportifs...).

Ainsi **le rôle de redistribution des richesses que devrait jouer l'impôt est une nouvelle fois mis à mal.**

La Macron-Économie mise à nu !

Salaires et temps de travail

Le « Théorème de Schmidt » est faux !

« Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain ».
- Les profits ?... Merci, ils se portent bien et vont directement dans la poche des actionnaires sous forme de dividendes.
- Les investissements ?... Ils sont en berne.
- **Le million d'emplois ?... Les travailleurs l'attendent toujours.**

Travailler plus, c'est ringard !

Le temps de travail a été réduit de 50 % en un siècle par un mouvement historique inéluctable.
Au contraire, avec la « Macron-Economie » :
- **La fin des freins aux heures supplémentaires** (exonérées de cotisations sociales, **les travailleurs vont pouvoir être pressés comme des citrons** et « produire » des heures supp' à tout va) ;
- Des horaires de services publics extensibles.

Gagner moins, c'est dépassé !

Les hausses de salaires (et de prestations sociales) entraînent des débouchés pour les firmes et donc, des créations d'emplois.
Keynes reviens ! Ils sont devenus fous !
Au contraire, avec la « Macron-Economie » :
- Vers la dilution du SMIC ;
- Vers la suppression des salaires minimaux de branche.
La baisse du salaire socialisé :
- Les chômeurs moins indemnisés ;
- L'allègement permanent de 6 points des cotisations sociales ;
- Le zéro-cotisation sociale au niveau du SMIC ;
- Le régime de retraites par points : totalement individualisé, donc non-solidaire.

Traités de libre-échange : toujours + de concurrence, toujours - de protections

Concurrence, compétitivité, commerce dérégulé : Emmanuel Macron, Whirlpool et les délocalisations

Venu à Amiens sur le site de l'usine Whirlpool qui ferme (300 emplois supprimés), pour cause de délocalisation de la fabrication de sèche-linge vers la Pologne (pays où le salaire minimum est de 431 € par mois), Emmanuel Macron a précisé que la « réponse n'est pas la suppression de la mondialisation » et que le principe de la « **liberté d'entreprendre** » prime sur tout le reste : **avec lui, les entreprises vont donc où elles veulent, laissent les salariés sur le carreau, embauchent pour une bouchée de pain ailleurs...** La réponse pour les salariés d'Amiens ? « Plus de formation ». Avec ça, les salariés de l'industrie se sentent protégés...

CETA, TAFTA, Mercosur, Vietnam, Mexique, Japon : on accélère

Le CETA, accord de commerce avec le Canada qui va permettre aux multinationales d'imposer leurs décisions aux Etats et instaurer toujours plus de dumping ? Pour Emmanuel Macron, « il améliore objectivement les choses ». Et l'UE de mettre les bouchées doubles : accords en cours de négociation ou de ratification avec Singapour, le Vietnam (menacés sur les emplois dans le textile, le bois), le Japon (concurrence accrue dans l'automobile), le Mexique... Il n'est toujours pas question de réguler enfin le commerce international pour protéger les droits sociaux et l'emploi, mais d'amplifier la concurrence et le dumping !

Europe : concurrence, concurrence...

Pro-européen, Emmanuel Macron l'est assurément. Mais de quelle Europe parle-t-on ? Avec une première visite officielle rendue à Angela Merkel, **le nouveau président partage avec la dirigeante allemande la même vision d'une Europe de la croissance, du soutien à la finance et de l'orthodoxie budgétaire.** Et ses crédits, concurrence et compétitivité.

Il milite également pour une Europe de la défense, incitée à accroître ses productions militaires et renforcer sa sécurité aux frontières.
Et s'il dit vouloir combattre les dumpings sociaux et fiscaux par des règles communes, il parle essentiellement de « socle de droits sociaux ». Donc a minima. Emmanuel Macron est l'ami de la finance. Pour la Grèce, il souhaite que la dette soit « restructurée » et l'Etat grec « renforcé »... tout en continuant à payer sa dette même illégitime et odieuse.
Nulle intention pour lui de renégocier quoi que ce soit, et certainement pas le pacte budgétaire signé par François Hollande : **pour plaire à l'Allemagne, son objectif, les déficits publics doivent se soumettre à la « règle d'or » des 3 % de déficit public par rapport au PIB, voire atteindre l'équilibre budgétaire, quitte à sacrifier toute dépense sociale.**

Emmanuel Macron est un exalté de cette Europe vaste zone de libre-échange et terrain de jeu de la finance dérégulée. Une Europe de la casse sociale, simple marché fondé sur la « concurrence libre et non faussée » même si celle-ci monte les peuples les uns contre les autres et fait le lit de l'extrême droite.